



FEDERATION SYNDICALISTE FORCE OUVRIERE DE LA COMMUNICATION

POSTES

OCTOBRE 2008 - Codes A & P

COM

60 rue Vergniaud
75640 Paris Cedex 13
www.fo-com.com
postes@fo-com.com

La Poste mérite un
REFERENDUM !

Contre la Privatisation de La Poste Pour un référendum un 22 octobre HISTORIQUE !

Lancée le 18 août 2008 sur l'initiative de FORCE OUVRIERE, la mobilisation « *contre la privatisation de La Poste, pour un débat public suivi d'un référendum sur l'avenir du service public postal* » s'enracine profondément dans le pays.

Pour en juger, la prise de position favorable à un référendum de la part de l'Association des Maires Ruraux et les appels venant de tous les bords politiques contre le changement de statut et l'ouverture en bourse, les prises de positions de Conseil municipaux, de Conseils généraux ...

Un Comité national regroupant plus de 50 organisations syndicales de postiers (FO, CFTC, SUD et CGT), partis politiques (PS, PC, MRC, PRG, Les Verts) et associations (AFOC, ATTAC, UFAL, Convergences Services Publics, PRS ...) a vu le jour.

Une première réunion publique a été organisée le 22 octobre 2008 à la Bourse du Travail de Paris.

Plusieurs centaines de personnes, militants et usagers, se sont engagées à rester mobilisées jusqu'au retrait définitif du projet annoncé le 9 juillet par le Président de La Poste et immédiatement soutenu par le gouvernement !

Si la crise financiero/bancaire a momentanément calmé les ardeurs des privatiseurs – au moment où des milliards d'euros sont injectés pour les banques, il serait malvenu, incompréhensible, qu'ils changent le statut de La Poste et en ouvre le capital à ceux-là mêmes qui sont la cause de la crise actuelle – il n'en reste pas moins que leur volonté reste intacte.

La presse en est témoin, elle qui cite des sources gouvernementales « *Le Président de la République ne se sent pas contraint par le projet du président de La Poste fondé sur le changement de statut de l'entreprise et une ouverture de son capital à hauteur de 30%*.

Le Président de la République n'a cependant renoncé à rien, mais il y a un temps pour tout. On fait de la politique, nous ! »

Alors, oui ! L'engagement du 22 octobre 2008 doit être tenu, relayé dans tout le pays.

Les militants FORCE OUVRIERE redoubleront d'efforts pour partout créer, renforcer, les comités locaux « contre la privatisation et pour un référendum », et, dès maintenant, avec toutes les composantes du Comité national, organisent la manifestation du 22 novembre 2008